

**Syrie - Armes chimiques - Réponse  
de Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes, à  
une question au gouvernement à  
l'Assemblée nationale  
(Paris, 10 avril 2018)**

(Question sur l'attaque chimique sur Douma)

R - Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Oui, ce qui s'est passé le 7 avril à Douma est une monstruosité. C'est une violation du droit international bien sûr, une violation de toutes les conventions, des résolutions des Nations unies, mais une monstruosité, parce que c'est un pas de plus dans la barbarie que, depuis 7 ans, subit la Syrie. Bachar al-Assad l'a montré, il est l'ennemi de son peuple. Ce qui s'est passé à Douma, vous l'avez rappelé Monsieur le Député, ce sont des femmes, des hommes et des enfants, souvent pris dans leur sommeil et assassinés sciemment. Ce ne sont pas des victimes collatérales, les civils ont été visés sciemment pour terroriser la population de cette Ghouta orientale qui est pilonnée depuis des semaines par le régime, aidé par ses alliés en violation d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies.

Oui, nous devons prendre nos responsabilités, faire en sorte que l'impunité ne puisse pas se poursuivre dans l'utilisation des armes chimiques ou ailleurs.

Oui, nous avons demandé et obtenu hier, une première réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, il se réunira à nouveau tout à l'heure.

La France fera en sorte de faire respecter l'interdiction de l'utilisation des armes chimiques. Nous avons demandé à ce qu'un nouveau mécanisme d'enquête, celui-là-même qui avait été bloqué par un veto russe, puisse à nouveau être déployé en Syrie. Nous voulons toute la vérité, nous voulons agir, nous devons travailler pour ramener la paix dans ce pays martyrisé./.